

**LE POINT  
DE VUE**

de **Pascal Perez**  
et **Eric Loiselet**

## La viande de bœuf, un produit de luxe qui s'ignore

**D**ans vingt ans, la viande bovine sera comme le champagne ou les grands vins d'aujourd'hui. Il ne devrait plus être possible d'être éleveur sans être passé par une business school. Le marché mondial de la viande bovine de qualité est le débouché logique de l'élevage français. Demain, les classes moyennes du monde entier consommeront 5 kilogrammes de viande de qualité par an. Il est préférable pour nos éleveurs de se placer sur ce créneau plutôt que de continuer à fournir 50 kilogrammes de vache de réforme subventionnée par les Français.

Ni l'administration, ni les éleveurs n'ont pris le parti de la globalisation et de l'exigence de qualité qui s'imposent pour se différencier des grands producteurs (Argentine, Brésil, USA, Australie...). Du point de vue environnemental, il serait sage que tous les pays s'astreignent à ne produire que des viandes de luxe pour limiter les effets négatifs sur les ressources en eau et l'émission de gaz à effet de serre.

L'élevage français est enlisé avec ses aides publiques automatiques dans une trappe à pauvreté. Les aides sont indispensables, car la marge brute de l'élevage est négative. Or les aides sont les mêmes, que l'on produise de la vache de réforme ou de la race à viande de qualité.

+ Si la viande était à son vrai prix, sans aide publique, elle serait au moins 30 % plus chère, et les races à viande seraient à 100 ou 300 euros le kilo. C'est déjà le

prix de l'angus, du wagyu, de la galice. Si on y ajoute une taxe carbone, la viande bovine serait encore plus chère. Les consommateurs en achèteraient moins, mais ils seraient exigeants sur le goût, sur la qualité des gras, sur l'empreinte environnementale.

**Le marché mondial de la viande bovine de qualité est le débouché logique de l'élevage français.**

**La montée en gamme de l'élevage suppose de changer les mentalités.**

Il faut une double évolution pour passer de la crise à la prospérité.

D'abord, il faut donner moins d'aides publiques à l'éleveur qui reçoit l'offre d'un investisseur de livrer des bœufs pour engraissement. La réduction des aides publiques permettra à des investisseurs, le cas échéant, à chaque Français, d'investir 3.000 euros par bœuf pendant trois ou quatre ans et d'obtenir un rendement financier, car la viande de qualité sera plus chère. Aujourd'hui, un investisseur ne trouve pas de bœufs à engraisser car l'éleveur français vend, faute de trésorerie et par facilité, ses veaux à neuf mois en Italie, en Turquie et dans le Maghreb.

Ensuite, la montée en gamme de l'élevage suppose de changer la mentalité des administrations et les règles, de l'Union européenne à la région. Aujourd'hui, les élevages ne sont pas considérés comme des entreprises. La bureaucratie a atrophié le volet économique de l'élevage en ignorant les enjeux commerciaux, le besoin de capital immobilisé et rentable.

**Une désintoxication accélérée**

L'administration, les élus et le syndicalisme agricole sont intoxiqués de longue date aux aides publiques. Pour aider vraiment les éleveurs aujourd'hui, il faut engager une désintoxication accélérée. Il est révélateur que la droite attaque le plan d'urgence en se concentrant sur l'insuffisance des baisses de charges. Les trois dernières années ont été gaspillées avec le changement des règles d'aides et le transfert aux régions de leur octroi. Cela débouche sur plus de bureaucratie et d'aides inaccessibles pour les porteurs de projets viables de montée en gamme.

En sus des aides conjoncturelles à des fins de solidarité, c'est d'un besoin de savoir-faire en reconversion de l'action publique et de l'élevage dont cette crise est le révélateur.

**Pascal Perez** est expert en développement territorial et directeur de Formules Économiques Locales. **Eric Loiselet** est conseiller régional (EELV) de Champagne-Ardenne.